



L'opinion camerounaise est gavée ces derniers temps pas un nouveau leitmotiv politique: le vivre ensemble. Il est imposé par les médias d'État et du gouvernement comme la formule du salut au sens théologique du terme, et sur le plan praxiologique comme à la fois l'unique problème et la solution au problème du Cameroun. L'utilisation polysémique de ce terme est une manoeuvre politicienne dont le but est de distraire le peuple camerounais des problématiques lancinantes qui rendent compte de manière implacable de l'échec des politiques publiques du Gouvernement. J'ai même croisé sur les réseaux sociaux un de ces débatteurs de plateaux de TV qui affirmait que "l'opposition manipule sur le vivre ensemble..." Et voilà ci- suit la réponse que je lui ai fait.

Ce n'est pas l'opposition qui manipule le soit disant problème du *vivre ensemble*. C'est le Gouvernement qui fait la promotion de ce concept fictif et factice pour que ne soit pas posé le problème réel qui est le *mal vivre* des Camerounais.

Le *vivre ensemble* compris comme problème au Cameroun est une fiction qui est contredite par la réalité et l'observation au quotidien. Regardez la vie des camerounais à l'école, au travail, dans les lieux de loisirs, dans la rue, dans les marchés, dans transports en commun etc... Nulle part en ces lieux de rencontre et d'activité, il n'est relevé quelque manifestation que ce soit d'ostracisme et d'expression explicite de rejet ou de haine des autres qui pourrait justifier que l'on parle d'un problème du vivre ensemble. Bien au contraire, à l'observation et à l'analyse, la vie entre camerounais est caractérisée par une permanence de relations de convivialité et de solidarité entre personnes, convivialité qui se manifeste en toute occasion au point même le terme "voisin" est communément reconnu comme la marque d'une fraternité engendrée par la proximité de localisation physique. De manière plus prosaïque, entre Camerounais dans la vie de tous les instants, on rit ensemble, on boit ensemble, on étudie ensemble, on travaille ensemble, on se drague ensemble... Et quand quelqu'un a un malheur ou est en danger, tout le monde s'arrête et donne la main pour sauver la personne... Où est donc le problème du vivre ensemble ici sinon celui d'être une fiction construite par le régime pour se donner un discours social et politique ?

Le mal-vivre, un problème camerounais

Quand on a éventré cette manœuvre politicienne, on découvre que derrière ce rideau, il y a un réel problème camerounais, celui du *mal-vivre* qui résulte d'une mauvaise gouvernance chronique ambiante du fait des politiques publiques inefficaces et de l'incapacité de ce gouvernement à assurer le paquet minimum de service public qui devrait garantir aux Camerounais afin qu'ils se sentent à l'aise. Ce paquet minimum est constitué de six domaines dans lesquels ce gouvernement affiche une compétence voire une expertise questionable pour ne pas dire insuffisante.

Il en va ainsi :

- du système de santé primaire et de la couverture santé universelle où dans les formations sanitaires on ne trouve toujours pas un thermomètre, une compresse ou un flacon d'alcool, où les soignants sont maintenus dans une indigence scandaleuse, et où on est sûr de mourir si on tombe malade et qu'on est sans ressources. Et pourtant nous avons préconisé une formule de couverture santé universelle qui serait adossée sur un modèle contributif généralisé et qui serait financé par une taxe sur la consommation de tous les produits; le produit de cette taxe sera reversé à une *caisse santé universelle* disposant de pouvoirs de gestion autonome. L'avantage d'une

taxation adossée sur la consommation est que les plus gros consommateurs contribueront plus et que les couches à bas revenus cotiseront moins. La facture santé annuelle actuelle de pays s'élève à 800 milliards F et le PIB étant de 25 000 milliards, cette taxe ne représentera que 3% du PIB, ce qui permettra aux camerounais de tous âges et conditions d'avoir un accès à tous les soins médicaux contrairement à la formule actuellement expérimentée par le Gouvernement dont la portée est extrêmement limitée.

Il en va de même pour la scolarisation où nos enfants sont confiés à 80% d'enseignants payés en dessous du SMIG dans le statut scandaleux de maître de parents dans les écoles primaires ou de vacataires dans établissements secondaires. En application le même modèle que celui appliqué pour ma couverture santé, le gouvernement pourra doter le pays d'un système éducatif avec un corps enseignant bien rémunéré et des écoles bien équipées. Il en va ainsi de l'accès à l'eau et l'électricité accessibles à moins de 50% des populations urbaines et rurales confondues, le réseau routier où en saison pluvieuse, 80% des localités sont difficiles d'accès.

Il en va enfin de l'emplois où le gouvernement affiche son incompétence à promouvoir un contexte économique où le taux d'investissement serait de 30% du PIB pouvant ainsi générer un taux croissance de 8- 10% comme la Côte d'Ivoire susceptible de générer 400 000 emplois productifs décentés par an et résorber ainsi en une décennie le chômage massif qui mine notre société. Les grandes lacunes actuelles du gouvernement en la matière a conduit aujourd'hui à la situation unique au monde où l'essentiel des emplois hors agriculture à créer dans notre pays sont ceux proposés par le fonction publique. Le résultat de cette aberration est l'effectif des employés de Etat est le double des emplois du secteur productif moderne.

Cette situation révèle l'incapacité voire l'incompétence du Gouvernement actuel à formuler et développer des politiques et pratiques en vue de stimuler des politiques d'attractivité massive les investissements directs étrangers qui créerait des entreprises de grande capacité ayant pour cible le marché global et utilisant beaucoup plus de main d'œuvre.

La nécessité d'un changement de paradigme et d'une révision du casting des responsables en charge de l'économie

C'est à ce niveau que doit être interrogé la qualité du casting des Ministres en charge des départements économiques car ce sont les effets des décisions prises à leur niveau que les activités productives des secteurs dont ils assurent la tutelle généreraient une création massive des emplois. Au point où s'affichent les performances actuelles des différents secteurs productifs, il y a lieu de se demander si la plupart de ces responsables sont capables de comprendre que le problème du Cameroun est tout d'abord celui du modèle économique, et que celui-ci doit absolument connaître une migration du modèle d'import substitution actuellement proclamé vers un modèle d'insertion dans les chaînes de valeur ajoutée mondiales.

Pour revenir à notre propos de départ, il est manifeste que ce Gouvernement a créé un miroir aux alouettes avec le faux problème du vivre ensemble qui relève plus d' une diversion politicienne. Les patriotes éclairés doivent s' accorder sur les points essentiels tel que le soutien notre Parti, le PAL à savoir:

1- le Cameroun n' a pas un problème de vivre ensemble des populations; notre pays à plutôt un problème de mal-vivre des populations du fait des politiques publiques défailantes.

2- La résolution de ce problème fait apparaître que la question centrale actuelle de développement de notre pays est l' économie, domaine qui requiert la mise en oeuvre d' un nouveau modèle économique.

3- A cette fin, il y a urgente nécessité à engager le pays autant dans le paradigme d' un nouveau modèle économique : l'insertion dans les chaînes de valeur ajoutée mondiales que dans un re-casting profond des responsables placés à la tête des ministères à dominante économique dont la plupart sinon tous affichent des résultats attestant qu' ils ont atteint leur seuil d' incompétence, comme devrait le savoir.. l'autre.

Sa Majesté Célestin Bedzigui
Président du PA